

**Réponses de suivi au Comité permanent des opérations gouvernementales et des prévisions budgétaires de la Chambre des communes (OGGO)**  
**Président du Conseil du Trésor**  
**Le 30 novembre 2020**

**1. Un tableau clair des mesures liées à la COVID-19, des dépenses à ce jour et des dépenses prévues pour chaque mesure**

**(BQ) Mme Julie Vignola :** Merci beaucoup. Vous l'avez dit, monsieur Duclos, on aime la clarté et la simplicité. Une foule de mesures ont été mises en place depuis la mi-mars pour faire face à une situation somme toute exceptionnelle. En tant que parlementaire, mais également en tant que citoyenne, j'aimerais avoir un tableau composé de trois colonnes présentant respectivement la liste des mesures mises en place pour faire face à la COVID-19, les dépenses faites jusqu'à maintenant pour chacune des mesures et les dépenses à prévoir pour ces mesures. Autrement dit, j'aimerais voir ce qu'on fait, combien cela coûte et combien cela va coûter. Est-il possible de connaître ces chiffres? Combien de temps cela prendrait-il pour avoir un tableau tout simple comme celui-là?

**Président du Conseil du Trésor :** Nous allons tout faire pour vous simplifier la vie le plus possible, madame Vignola.

**Réponse**

Dans les [chapitres 1 et 2 de l'Énoncé économique de l'automne](#) présentée par le ministre des finances le 30 novembre, on trouve les tableaux des mesures du Plan d'intervention économique du Canada pour répondre à la COVID-19, lesquelles ont été réparties en trois grandes catégories :

- Protection de la santé et de la sécurité
- Mesures de soutien direct
- Soutien fiscal et à la liquidité

La valeur de l'impact total de chaque mesure correspond aux dépenses en espèces et au soutien à la liquidité prévus principalement en 2020-2021. Certaines mesures comprennent également les dépenses de 2019-2020 et les dépenses projetées au-delà de 2020-2021.

Les tableaux indiquent également si les montants de chaque mesure ont été inclus dans le Portrait de juillet 2020 et annoncés par la suite ou s'ils figurent de nouveau dans l'Énoncé économique de l'automne.

Avant la présentation de l'Énoncé économique de l'automne, les montants de dépenses prévues pour les initiatives au titre de la COVID-19 figuraient dans les budgets supplémentaires A et B. Vous trouverez la liste des initiatives et des autorisations correspondantes dans [InfoBase du GC](#). Comme les budgets des dépenses sont axés sur les autorisations des organisations financées par crédits à effectuer des paiements prélevés sur le Trésor, certaines des mesures au titre de la COVID-19 sont exclues.

En ce qui concerne les dépenses à ce jour, le Secrétariat du Conseil du Trésor et d'autres ministères fédéraux ont déclaré des dépenses en réponse à une question de M. Seeback

(Dufferin-Caledon), le 22 octobre, concernant le [Plan d'intervention économique du Canada pour répondre à la COVID-19](#). Cette réponse a été déposée le 9 décembre (Q-173 – Annexe 1).

La collection du Secrétariat du Conseil du Trésor est mise à jour sur la base des dernières initiatives stratégiques présentées par le ministre des Finances le 30 novembre dernier et des mesures figurant dans l'Énoncé économique de l'automne. Les autorisations par mesure seront mises à jour dans [InfoBase du GC](#) à la mi-janvier.

Certains ministères ont donné de plus amples renseignements sur leur site web concernant la mise en œuvre des mesures liées à la COVID-19. Par exemple, on trouve des statistiques sur le site [Canada.ca](#) concernant les efforts concertés de l'Agence du revenu du Canada et de Service Canada dans la mise en œuvre des prestations canadiennes d'urgence.



## INQUIRY OF MINISTRY DEMANDE DE RENSEIGNEMENT AU GOUVERNEMENT

PREPARE IN ENGLISH AND FRENCH MARKING "ORIGINAL TEXT" OR "TRANSLATION"  
PRÉPARER EN ANGLAIS ET EN FRANÇAIS EN INDIQUANT "TEXTE ORIGINAL" OU "TRADUCTION"

QUESTION NO./N° DE LA QUESTION <b>Q-173</b>	BY / DE <b>M. Seeback (Dufferin—Caledon)</b>	DATE <b>Le 22 octobre 2020</b>
Reply by the President of the Treasury Board Réponse du président du Conseil du Trésor		
<hr style="border: 0; border-top: 1px solid black; margin-bottom: 5px;"/> <b>Greg Fergus</b> <small>PRINT NAME OF SIGNATORY INSCRIRE LE NOM DU SIGNATAIRE</small>	<hr style="border: 0; border-top: 1px solid black; margin-bottom: 5px;"/> <small>SIGNATURE MINISTER OR PARLIAMENTARY SECRETARY MINISTRE OU SECRÉTAIRE PARLEMENTAIRE</small>	

**QUESTION**

En ce qui concerne le tableau intitulé « Plan d'intervention économique du Canada pour répondre à la COVID-19 – Aperçu », sur le site Web du gouvernement, sous l'onglet « Ressources connexes » de la page Web du Plan d'intervention économique du Canada pour répondre à la COVID-19 : a) quel est le montant réel des dépenses effectuées à ce jour, ventilé pour chacune des initiatives indiquées dans le tableau; b) quel est le nombre de personnes ou d'organisations ayant reçu du financement, ventilé pour chacune des initiatives mentionnées dans le tableau?

**REPLY / RÉPONSE**

ORIGINAL TEXT  
TEXTE ORIGINAL

TRANSLATION  
TRADUCTION

**Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada (SCT) au nom du gouvernement du Canada (GC) :**

Les projets de loi C-12 à C-15 et C-20 (de la 43<sup>e</sup> législature, 1<sup>re</sup> session) et les projets de loi C-4 et C-9 de la présente session ont tous fourni diverses formes de pouvoirs de dépenser prévus par la loi en réponse à la pandémie et à la crise économique connexe. En particulier, la Loi sur les événements de santé publique d'intérêt national (projets de loi C-13 et C-4) prévoit bon nombre des principales mesures d'intervention médicale et de soutien d'urgence du gouvernement.

Pendant la pandémie de COVID-19, les paiements législatifs fournissent un soutien direct aux particuliers, aux entreprises et aux gouvernements provinciaux et territoriaux du Canada, particulièrement lorsque des dépenses à grande échelle sont nécessaires de toute urgence. Les autorisations législatives sont présentées dans le Budget des dépenses à des fins d'information seulement, afin d'assurer une transparence accrue au Parlement. Les autorités votées, pour lesquelles le gouvernement demande l'approbation annuelle du Parlement par l'entremise des lois de crédits, ont également prévu des appuis du COVID et sont clairement identifiées dans le Budget des dépenses. Ces autorisations de paiement se trouvent également sur infoBase GC à l'adresse [canada.ca/gcinfobase](http://canada.ca/gcinfobase).

Pour faciliter la réponse du GC à cette question, l'information actuellement recueillie par le SCT sur les mesures décrites dans le tableau intitulé « Plan d'intervention économique du Canada COVID-19 - Aperçu » sous l'onglet « Ressources connexes » du Plan d'intervention économique sur les [Canada.ca](http://Canada.ca) de la COVID-19 est présentée à l'annexe 1.

Les questions sur les dépenses réelles énumérées sont adressées adéquatement au ministère responsable pour chaque initiative. Des renseignements sur les éléments du tableau en ligne pour lesquels le SCT ne recueille pas actuellement de données à jour seront fournis dans les réponses des autres réponses ministérielles à cette question.

**Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada (SCT) :**

TBS n'a pas engagé de dépenses liées aux mesures décrites dans le tableau intitulé « Plan d'intervention économique du Canada pour répondre à la COVID-19 – Aperçu », sur le site Web du gouvernement, sous l'onglet « Ressources connexes » de la page Web du Plan d'intervention économique du Canada pour répondre à la COVID-19

**L'École de la fonction publique du Canada (ÉFPC) :**

L'ÉFPC n'a pas engagé de dépenses liées aux mesures décrites dans le tableau intitulé « Plan d'intervention économique du Canada pour répondre à la COVID-19 – Aperçu », sur le site Web du gouvernement, sous l'onglet « Ressources connexes » de la page Web du Plan d'intervention économique du Canada pour répondre à la COVID-19 et ne fournit pas de financement à des particuliers ou d'organisations.

**L'Office d'investissement des régimes de pensions du secteur public (OIRPSP) :**

Il convient de noter que l'OIRPSP n'est ni un ministère ni un organisme de la Couronne et, par conséquent, ne respecte pas les mêmes lignes directrices en matière de divulgation. L'OIRPSP est assujéti aux exigences de divulgation énoncées dans la *Loi sur l'Office d'investissement des régimes de pensions du secteur public* et la *Loi sur l'accès à l'information* et relève du président du Conseil du Trésor.

## Q-173 - annexe 1

Q-173<sup>2</sup> — 22 octobre 2020 — M. Seeback (Dufferin—Caledon) — En ce qui concerne le tableau intitulé « Plan d'intervention économique du Canada pour répondre à la COVID-19 – Aperçu », sur le site Web du gouvernement, sous l'onglet « Ressources connexes » de la page Web du Plan d'intervention économique du Canada pour répondre à la COVID-19 : a) quel est le montant réel des dépenses effectuées à ce jour, ventilé pour chacune des initiatives indiquées dans le tableau; b) quel est le nombre de personnes ou d'organisations ayant reçu du financement, ventilé pour chacune des initiatives mentionnées dans le tableau?

### NOM DE L'ORGANISATION : Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada (SCT)

Mesures	a) quel est le montant réel des dépenses effectuées à ce jour, ventilé pour chacune des initiatives indiquées dans le tableau;
Financement pour l'équipement de protection individuelle (EPI) et des fournitures (dont 200 M\$ en 2019–2020)	1 069 453 676 \$
Mesures d'aide pour les services sociaux et de santé dans les communautés du Nord (priorités critiques, transporteurs aériens, subvention alimentaire bonifiée)	114 900 000 \$
Aide consulaire (dont 36 M\$ en 2019-2020)	54 537 138 \$
Outils de soins et de santé mentale virtuels pour les Canadiens	41 757 325 \$
Améliorer les mesures de santé publique dans les communautés autochtones	250 179 111 \$
Prestation canadienne d'urgence (PCU)	72 662 212 578 \$
Complément salarial pour les travailleurs essentiels	2 540 149 109 \$
Campagne de publicité : Plan d'intervention du gouvernement du Canada pour répondre à la COVID-19 – 2020-2021	10 000 000 \$
Communications et marketing en lien avec la COVID-19	558 160 \$
Prestation canadienne d'urgence pour les étudiants (PCUE)	2 954 189 864 \$
Bourse canadienne pour le bénévolat étudiant	0 \$ <sup>1</sup>
Versement unique aux bénéficiaires de la Sécurité de la vieillesse et du SRG	2 461 389 766 \$
Élargissement du programme Nouveaux Horizons pour les aînés	19 551 674 \$
Contribution de 9 M\$, par l'entremise de Centraide, destinée aux organismes locaux (en 2019-2020)	S.O. <sup>2</sup>
Fonds de soutien aux communautés autochtones (mis à jour en tenant compte de l'annonce du 21 mai)	519 588 237 \$
Soutien au Programme d'aide au revenu dans les réserves	260 873 094 \$
Soutien aux refuges pour femmes et aux centres d'aide aux victimes d'agression sexuelle, y compris les installations dans les collectivités autochtones	39 962 000 \$
Protection et soutien des femmes et des filles autochtones fuyant la violence (deux premiers exercices)	0 \$ <sup>3</sup>
Soutien aux personnes sans abri (par l'entremise de Vers un chez-soi)	157 113 152 \$
Soutien aux enfants et aux jeunes (Jeunesse, J'écoute)	2 767 478 \$
Soutien aux banques alimentaires et aux organisations alimentaires locales (dont 25 M\$ en 2019-2020)	76 071 233 \$
Soutien aux organismes de bienfaisance et à but non lucratif qui desservent les populations vulnérables	349 326 288 \$
Soutien aux personnes handicapées (1 millions de dollars en financement existant)	759 436 854 \$
Soutien pour la Croix-Rouge canadienne	39 459 600 \$
Autre soutien au crédit pour les entreprises qui n'ont pas accès à d'autres mesures d'urgence (par l'intermédiaire des agences de développement régional, du Réseau de développement des collectivités, de Futurpreneur Canada, du Programme d'aide à la recherche industrielle)	837 817 235 \$

**NOM DE L'ORGANISATION : Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada (SCT)**

Mesures	a) quel est le montant réel des dépenses effectuées à ce jour, ventilé pour chacune des initiatives indiquées dans le tableau;
Soutien aux entreprises autochtones et aux institutions financières autochtones	139 925 000 \$
Allègement financier pour les Premières Nations par l'intermédiaire de l'Autorité financière des Premières Nations	4 300 000 \$
Soutien aux entreprises du Nord (provenant des ressources existantes)	8 216 418 \$
Aide d'urgence du Canada pour le loyer commercial	2 111 140 696 \$
Fonds d'urgence pour Granville Island	8 013 242 \$
Subvention salariale pour le personnel des fonds non publics, Forces canadiennes	8 740 000 \$
Soutien à la Société des ponts fédéraux Limitée	1 928 482 \$
Soutien au secteur du transport aérien	7 944 \$
Soutien pour les services d'inspection des aliments	10 960 262 \$
Soutien aux entreprises qui embauchent des travailleurs étrangers temporaires	25 242 536 \$
Soutien aux organisations chargées de la culture, du patrimoine et du sport	499 971 803 \$
Soutien au secteur de la radiodiffusion	16 669 148 \$
Soutien aux musées nationaux du Canada	22 039 825 \$
Soutien au Centre national des Arts du Canada pendant la pandémie de COVID-19	S.O. <sup>4</sup>
Fonds de réduction des émissions pour le secteur pétrolier et gazier (sur deux ans)	288 072 \$
Nettoyage d'anciens puits pétroliers et gaziers	720 000 000 \$
Financement d'urgence pour les mesures de sécurité des activités d'exploitation forestière	85 938 \$
Soutien pour les agriculteurs, les entreprises agroalimentaires et la chaîne d'approvisionnement	114 564 123 \$
Soutien aux pêcheurs du Canada	127 703 458 \$
<p>Remarques : Les dépenses réelles représentent les estimations en cours d'année des dépenses réelles cumulatives pour l'exercice 2020-2021 enregistrées par les ministères, agences et sociétés d'État dans leur mise en œuvre du Plan d'intervention économique du Canada pour répondre à la COVID-19 en date du 31 octobre 2020. Ces montants sont sujets à des ajustements en cours d'année pour un certain nombre de raisons, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Des délais dans l'enregistrement des paiements : les estimations des dépenses réelles sont basées sur les paiements enregistrés, qui ne reflètent pas les engagements financiers totaux pris par les ministères pour ces mesures d'intervention pour l'exercice financier ;</li> <li>- Des délais d'enregistrement des dépenses sont typiques et résultent en partie d'une gestion prudente de la trésorerie. La directive sur les paiements établit la norme selon laquelle les fournisseurs sont payés à la date d'échéance. Un délai de paiement de 30 jours est utilisé et commence à courir lorsque "tant une facture est reçue que les biens ou les services sont acceptés". Une facture retardée peut entraîner l'enregistrement des dépenses plusieurs mois après la réception initiale des biens ou des services ;</li> <li>- Pour certaines mesures, le paiement dépend du respect des termes et conditions par les provinces et territoires (par exemple, confirmation de la mise en place de tests et de la recherche de contrats) et est soumis à d'autres délais de mise en œuvre ;</li> <li>- Autres coûts associés : les estimations des dépenses réelles des ministères, organismes et sociétés d'État peuvent inclure d'autres coûts associés encourus qui sont soit indirectement liés à la mesure, soit à recouvrer auprès d'un autre ministère avant la fin de l'exercice financier ; et</li> <li>- Écarts dans les seuils d'importance relative : chaque ministère, organisme et société d'État a déterminé ses propres seuils d'importance relative et sa propre méthodologie afin de fournir les premières estimations possibles des dépenses cumulées, car les mesures ne sont pas conformes aux codes de déclaration normalisés utilisés dans le Système central de gestion des rapports financiers (SCGRF).</li> </ul>	


**NOM DE L'ORGANISATION : Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada (SCT)**

<b>Mesures</b>	<b>a) quel est le montant réel des dépenses effectuées à ce jour, ventilé pour chacune des initiatives indiquées dans le tableau;</b>
Remarque <sup>1</sup> : Les dépenses ont été remboursées et sont donc présentées comme étant de 0 \$.	
Remarque <sup>2</sup> : Les dépenses 2019-2020 sont prévues pour une collecte en décembre 2020.	
Remarque <sup>3</sup> : La mise en oeuvre de cette mesure est anticipée plus tard cette année financière.	
Remarque <sup>4</sup> : Les fonds ont été dépensés et les dépenses ont été déclarées sous la rubrique "Soutien aux organisations chargées de la culture, du patrimoine et du sport".	



## INQUIRY OF MINISTRY DEMANDE DE RENSEIGNEMENT AU GOUVERNEMENT

PREPARE IN ENGLISH AND FRENCH MARKING "ORIGINAL TEXT" OR "TRANSLATION"  
PRÉPARER EN ANGLAIS ET EN FRANÇAIS EN INDIQUANT "TEXTE ORIGINAL" OU "TRADUCTION"

QUESTION NO./N° DE LA QUESTION Q-173	BY / DE M. Seeback (Dufferin—Caledon)	DATE Le 22 octobre 2020
Greg Fergus PRINT NAME OF SIGNATORY INSCRIRE LE NOM DU SIGNATAIRE		Reply by the Minister of Digital Government Réponse de la ministre du Gouvernement numérique  SIGNATURE MINISTER OR PARLIAMENTARY SECRETARY MINISTRE OU SECRÉTAIRE PARLEMENTAIRE

### QUESTION

En ce qui concerne le tableau intitulé « Plan d'intervention économique du Canada pour répondre à la COVID-19 – Aperçu », sur le site Web du gouvernement, sous l'onglet « Ressources connexes » de la page Web du Plan d'intervention économique du Canada pour répondre à la COVID-19 : a) quel est le montant réel des dépenses effectuées à ce jour, ventilé pour chacune des initiatives indiquées dans le tableau; b) quel est le nombre de personnes ou d'organisations ayant reçu du financement, ventilé pour chacune des initiatives mentionnées dans le tableau?

REPLY / RÉPONSE

ORIGINAL TEXT  
TEXTE ORIGINAL

TRANSLATION  
TRADUCTION

### Services partagés Canada (SPC) :

- a) Les informations demandées sur les dépenses au titre des mesures décrites dans le tableau intitulé « Plan d'intervention économique du Canada pour répondre à la COVID-19 – Aperçu », sur le site Web du gouvernement, sous l'onglet « Ressources connexes » de la page Web du Plan d'intervention économique du Canada pour répondre à la COVID-19 sont fournies à l'annexe 1.
- b) Les dépenses de SPC dans le cadre de ces mesures ne comprennent pas le financement des particuliers ou des organisations. SPC n'offre pas de support spécifique aux personnes ou aux organisations mais, offre plutôt un service global aux ministères.



### Q-173 - annexe 1

Q-173<sup>2</sup> — 22 octobre 2020 — M. Seeback (Dufferin—Caledon) — En ce qui concerne le tableau intitulé « Plan d'intervention économique du Canada pour répondre à la COVID-19 – Aperçu », sur le site Web du gouvernement, sous l'onglet « Ressources connexes » de la page Web du Plan d'intervention économique du Canada pour répondre à la COVID-19 : a) quel est le montant réel des dépenses effectuées à ce jour, ventilé pour chacune des initiatives indiquées dans le tableau; b) quel est le nombre de personnes ou d'organisations ayant reçu du financement, ventilé pour chacune des initiatives mentionnées dans le tableau?

**NOM DE L'ORGANISATION : Services partagés Canada (SPC)**

<b>Mesures</b>	<b>a) quel est le montant réel des dépenses effectuées à ce jour, ventilé pour chacune des initiatives indiquées dans le tableau;</b>
Programmes d'emploi et de perfectionnement des compétences pour les jeunes (mis à jour le 25 juin)	16 000 \$